

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - NS/sm

Adresse (für Telex an Dritte)

[Empty address field]

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.
<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja    Nein	Norm.    Dring.    Flash			

Absender	Seite-Nr.
Presse et Info	1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					
***					

Wochentelex    42/85    V e r t r a u l i c h

Voyage CFA en Egypte et en Israel:

Trois événements qui ont eu lieu avant, pendant et peu après la visite au Caire de CFA auront eu une influence certaine sur le déroulement du programme de CFA en Egypte et en Israel: à savoir, le raid israélien sur Tunis, le détournement de l'Achille Lauro et la capture par l'aviation américaine d'un avion de ligne égyptien transportant les auteurs du détournement de l'Achille Lauro.

Au Caire, CFA a notamment eu des entretiens avec son homologue égyptien Abdel Meguid. Ce dernier a qualifié l'accord d'Amman d'élément essentiel dans le processus de paix, car, pour la première fois, a-t-il dit, l'OLP a renoncé à la création d'un Etat palestinien indépendant, se contentant d'une fédération jordano-palestinienne.

Cela, selon Meguid, aurait fait grande impression sur le Secrétaire d'Etat George Schultz, le persuadant d'envisager une rencontre entre une délégation américaine et une délégation jordano-palestinienne. Meguid a qualifié le récent discours du Roi Hussein à l'Assemblée générale des Nations Unies, dans lequel le souverain hachémite accepte des négociations directes avec Israel 'sous des auspices

14.10.85

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern    30 66

Visum: \_\_\_\_\_

Letzte Zeile

14 150 000 24065



ATL LDA  
 Telegrammdienst  
 3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F.I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

appropriés'' - c'est-à-dire les Nations Unies - de nouveau pas dans la bonne direction.

Meguid croyait avoir décelé dans l'attitude de Washington un certain assouplissement quant à la convocation d'une conférence internationale.

Malheureusement, le raid israélien sur Tunis a, selon Meguid, remis en cause la dynamique de la paix au Proche-Orient. Meguid a affirmé que l'Egypte avait vigoureusement condamné l'affaire de Larnaca et qu'Arafat lui-même avait catégoriquement démenti toute participation de son organisation à cette action terroriste. Pour l'Egypte l'attentat de Larnaca a été perpétré par des éléments anti-Arafat appuyés par Damas.

Aux yeux de l'Egypte, l'attentat de Larnaca ne peut être mis en parallèle avec le raid israélien de Tunis, la disproportion des actes et de leurs conséquences étant évidente.

L'Egypte, en dépit de ces actes de violence, est convaincue de la nécessité de poursuivre le processus de paix et fera tout pour convaincre Arafat de faire de même tout en comprenant qu'une telle attitude pour Arafat sera difficile à adopter sans perdre la face. Cette volonté de poursuivre la dynamique de la paix a été également exprimée par le Président Mubarak lors de l'audience qu'il a accor-

Datum:

--

Visum:

Tel. intern

--

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal dashed lines for entering references and initials.

Four horizontal dashed lines for entering the address for telex to third parties.

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Ja  Nein

Norm.  Dring.  Flash

\_\_\_\_\_

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>					

dée à CFA.

CFA quant à lui, n'a pas manqué de condamner tout recours à la force et tout acte de violence par qui que ce soit et quelles qu'en soient les raisons.

CFA a mis à profit son séjour au Caire pour entrer en contact avec les passagers de l'Achille Lauro qui avaient été forcés de mettre fin à leur croisière et CFA a rencontré, avant de s'envoler pour Tel-Aviv, les ressortissants suisses qui avaient été pris en otage et qui venaient d'être libérés.

Comme à chacune de ses étapes, CFA a rappelé les fondements de notre politique étrangère à ses interlocuteurs égyptiens et notre disponibilité pour offrir nos bons offices. Il a abordé les thèmes habituels: la votation sur notre adhésion aux Nations Unies, la situation à l'UNESCO, la candidature Hocké au HCR.

La visite de CFA en Israel qui prendra fin le 15, sera traitée dans le prochain Wochentelex.

Letzte Zeile

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

CH. LDA  
Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Four horizontal dashed lines for entering references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal dashed lines for entering the address.

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Empty box for sender information.

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>					

Besuch von Direktor Staehelin in Pakistan:

Direktor Staehelin hielt sich in der Zeit vom 29.9.1985 bis 13.10.1985 in Pakistan auf. Er fuhrte Gespraechе auf Regierungs- und Verwaltungsebene in Islamabad (Staatssekretaer im Aussenministerium und fuer Entwicklungszusammenarbeit zustaeendige Spitzenbeamte in den Bereichen Planung, Landwirtschaft und Wissenschaft und Technologie) sowie in Karachi und Peshawar auf Provinzebene. Die Projektbesuche von Entwicklungsvorhaben deckten ein breites Spektrum von Sektoren ab: doerfliche Trinkwasserversorgung, integrierte laendliche Entwicklung, nationales Kartoffelprogramm, Entwicklung und dezentralisierte Produktion angepasster landwirtschaftlicher Gerate, Aufforstung. Auch im Bereich der humanitaeren Hilfe fanden verschiedene Projektkontakte und Gespraechе mit Vertretern von UNHCR, IKRK und SRK statt. Das Programm der Zusammenarbeit Schweiz-Pakistan im Bereich der oeffentlichen Hilfe ist charakterisiert durch die spezifischen Entwicklungsbeduerfnisse Pakistans und seine vergleichsweise starken eigenen Entwicklungskapazitaeten einerseits, andererseits durch die besonderen Verhaeltnisse, die sich daraus ergeben, dass sich im Raum Pakistan/Afghanistan die Linien der Ost-West-Spannung besonders stark verdichten.

Letzte Zeile

Datum:

Tel. intern

Visum:

An: EDA  
 Telegrammdienst  
 3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>					

O N U D I:

La première session du Comité des programmes et des budgets (CPB) de la nouvelle ONUDI s'est réunie à Vienne du 30 septembre au 11 octobre 1985 sous la présidence de l'Ambassadeur du Brésil, M. de Proença Rosa. La Suisse y participait en tant qu'un des 27 pays membres élus par la Conférence générale. De par l'horaire serré imposé par la transformation de l'ONUDI en 1985, il ne fut pas possible au PBC de procéder à une analyse approfondie des programmes et de régler toutes les questions à l'ordre du jour. Les résultats de la session n'en restent pas moins satisfaisants.

Le budget adopté s'élève à 94,2 millions de dollars pour 1986-87, soit une réduction de 8,6 millions par rapport à la proposition du Directeur général. Le Directeur demandait en effet une augmentation de 10,7 pour cent par rapport au dernier budget examiné et le PBC est parvenu à ramener cette croissance réelle à 0,8 pour cent tout en tenant compte des coûts particuliers dus à la transformation de l'ONUDI. Ce résultat a pu être atteint grâce à la convergence de vues entre pays socialistes et pays occidentaux.

Par contre, la question des directeurs généraux adjoints et de la structure de l'organisation ne put être résolue et est renvoyée au Conseil qui se tiendra en novembre sous la présidence de l'Ambassadeur Roethlisberger.

Dans l'ensemble l'atmosphère de travail durant cette session fut excellente, elle bénéficia de la collaboration efficace du Secrétariat et de son nouveau Directeur, M. Siazon, et du pragmatisme du G 77

Datum: \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

SWISSCOM  
Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Four horizontal dashed lines for entering references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal dashed lines for entering the address for telex to third parties.

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Empty box for sender information.

Seite-Nr.

6

Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode

Six vertical dashed boxes for entering recipient codes.

dont la 4ème Conférence de L'ONUDI, en août 1984, avait donné des  
signes précurseurs.

Pianca.

NNNN

Letzte  
Zeile

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

## Teil II

### Visite CF Stich à Séoul, 4 - 7 octobre, à l'occasion réunions annuelles BIRD / FMI:

CF Stich, accompagné Président BNS, a été reçu par Ministre finances Corée. A relevé tout intérêt que porte Suisse au programme libéralisation importations et à politique coréenne encouragement investissements étrangers directs. A ce propos, a souligné espoir voir montres terminées figurer bientôt dans programme libéralisation et Corée adopter législation offrant protection efficace propriété intellectuelle. Quant à lui, Ministre finances a réaffirmé attachement autorités coréennes pour libre-échange et a signalé négociations en cours avec Washington en matière protection propriété intellectuelle qui pourraient conduire adaptation législation coréenne d'ici 1990. A d'autre part fait état intérêt croissant Corée pour marché suisse capitaux et a exprimé à Président BNS reconnaissance Corée envers instituts bancaires suisses qui ont souscrit émissions coréennes.

### Assemblée annuelle BIRD - FMI à Séoul:

G-10 (participation CF Stich et Président Languetin), Comité intérimaire (Languetin) et Comité développement (Ambassadeur Roethlisberger) se sont réunis Séoul 6 et 7 octobre. Assemblée annuelle s'est ouverte, quant à elle, le 8. Premiers résultats discussions peuvent être brièvement résumés comme suit:

#### 1) G-10 et Comité intérimaire

Comité a reconduit politique accès élargi pour 1986 en abaissant toutefois très légèrement limites accès annuelles et cumulatives. Cette réduction a été décidée sous impulsion Etats-Unis. Pays européens et Larosière, sans parler PVD, auraient souhaité qu'on laisse ces limites inchangées, en tout cas qu'on ne touche pas limites annuelles. Mais on s'accorde en général à dire que décision n'aura guère d'effets dans pratique puisque limites en cause n'avaient généralement pas été atteintes ces dernières années.

Aucun mouvement n'a été enregistré dans position délégations sur question nouvelle allocation DTS. L'affaire a été reportée prochaine réunion Comité.

Comité a, d'autre part, décidé affecter ressources qui résulteront remboursement prêts accordés par Fonds fiduciaire (env. 2,7 mrds de DTS) à aides balance paiements à des conditions libérales aux pays à faible revenu. Il a été précisé que ces ressources pourraient être complétées par fonds provenant autres sources. Chine et Inde se sont volontairement exclues cercle bénéficiaires, ce qui signifie que nouveaux prêts iront en très grande partie/pays Afrique Sud Sahara.

Enfin, pour ce qui est rapports G-10 et G-24 sur système monétaire international, Comité est resté, comme on pouvait s'y attendre, au plan procédure. Il a demandé Conseil administration Fonds passer en revue questions contenues dans ces deux documents afin pouvoir les examiner de manière approfondie prochaine réunion. Président Comité intérimaire - ceci est une légère concession aux PVD et à France - aura en outre contacts avec son homologue Comité développement en ce qui concerne éléments ces rapports ayant trait au développement.

## 2) Comité du développement

Discussions Comité développement ont porté sur financements nécessaires pour permettre pays développement revenir croissance soutenue et ainsi absorber leurs dettes par croissance. Il existe reconnaissance générale que stratégie actuelle, quoique à maintenir, devrait être complétée par mesures financements additionnels. Base toute solution problème endettement reste réforme structures économiques, conditionnalité attachée au soutien extérieur et appréciation situation cas par cas. L'accent est cependant mis davantage sur réformes nécessaires à la reprise croissance après succès obtenus dans ajustements à court terme. Consensus s'est dégagé sur besoin augmenter flux extérieurs en faveur développement. Tous les acteurs (banques commerciales, gouvernements débiteurs, et créanciers ainsi que institutions financières multilatérales) doivent assumer leurs responsabilités dans action concertée. Rôle plus important notamment catalyseur est reconnu à BM.

Tous les pays acceptent que BM doit pouvoir exécuter programme prêts sans être freinée par éventuelles limitations son capital. Rapport sur aide concessionnelle qui démontre efficacité aide et nécessité augmenter son volume, a été reçu favorablement. Comité a exprimé espoir que négociations sur l'IDA VIII qui commenceront début janvier prochain aboutiront à proposition concrète pour Assemblée annuelle automne 1986. Grande majorité pays soutiennent proposition pour création MIGA (Agence multilatérale assurance investissements privés étrangers vers et entre pays développement. Texte convention sera soumis très prochainement aux gouvernements membres et à la Suisse pour signature.

Délibérations Comité n'ont pas abouti à engagements concrets concernant augmentation capital BM ou concernant IDA VIII. Cependant on constate évolution conceptuelle, notamment chez les Américains, bien que les implications pratiques qui en découlent n'apparaissent pas encore. Politiques de réformes structurelles sont la base de toute solution, mais elles ne sont pas suffisantes pour entraîner ressources extérieures requises pour atteindre croissance soutenue. Volumes financement nécessaires pour les pays à revenu moyen fortement endettés sont tels que seule une action concertée engendrant augmentation recettes exportation (d'où importance lutte contre protectionnisme), apports privés sous forme prêts bancaires et investissements privés (MIGA) et flux supplémentaires des banques de développement multilatérales peut aboutir. D'où accord Etats-Unis accroître rôle BM et, si nécessaire, soutenir augmentation son capital. Etats-Unis semblent également reconnaître nécessité engager ressources concessionnelles accrues pour pays les plus pauvres notamment Afrique au Sud Sahara. D'où leur proposition utiliser fonds fiduciaires FMI pour une aide balance paiements ces pays et leur accord que puisse commencer, sans tarder, négociations sur IDA VIII.

Reste à savoir si cette évolution de l'attitude américaine se traduira réellement en des actions positives et cela dans un délai court.

## 3) Discours Baker

Secrétaire américain trésor a proposé compléter stratégie internationale sur dette par "programme pour une croissance soutenue" en trois points, soit

- adoption par principaux pays débiteurs de politiques macro-économiques et structurelles visant à promouvoir croissance et ajustement ainsi qu'à réduire inflation,
- tout en maintenant rôle central FMI, augmentation et plus grande efficacité prêts, en particulier prêts ajustement structurel, banques de développement multilatérales (BM, BID, etc.),

- augmentation prêts banques commerciales. Besoins à cet égard, pour groupe grands pays débiteurs à revenu moyen, sont évalués environ 20 mrds dollars pour les trois prochaines années.

Baker est revenu par ailleurs implicitement, fin son discours, à idée facilité conjointe FMI et BM en faveur PVD à faible revenu. Bien que ce projet se soit heurté, au sein des comités, à sérieuse opposition de la part certains PI et PVD, il souhaite que réflexion se poursuive à son sujet.

Discours Baker destiné désamorcer critiques PVD, en présentant stratégie sur la dette dans perspective à plus long terme et plus axée sur croissance. Il vise aussi à convaincre banques commerciales augmenter leurs prêts pays endettés. Secrétaire au trésor met en particulier accent sur activité BM dont autorités américaines semblent soudain redécouvrir vertus. Ce discours est un signe inquiétude qui règne quant à évolution, depuis plusieurs mois, problème dette. Il témoigne également, après communiqué G-5 de septembre sur questions change et après discours Reagan sur questions commerciales, de volonté administration américaine reprendre initiative tout en s'ouvrant davantage à coopération internationale.

Initiative américaine, préparée un peu trop hâtivement, s'est toutefois heurtée à résistances sur certains points, notamment sur projet facilité conjointe FMI-BIRD. Elle aurait peut-être été aussi plus convaincante pour PVD comme pour banques commerciales si Etats-Unis s'étaient déjà engagés formellement sur augmentation capital banque et s'ils avaient accepté maintien limites accès ressources du FMI. Il est cependant évident que administration doit tenir compte climat congrès peu favorable institutions multilatérales développement. Formulation initiative américaine s'en est ressentie par endroits. Question se pose enfin savoir combien de temps il faudra pour mettre en oeuvre concrètement approche dont il s'agit, face à urgence problèmes.

Besuch Staatssekretär Sommaruga(SO) in Venezuela:

1. So wurde in Caracas durch Wirtschaftsminister und den Minister der Präsidentschaft empfangen. Weitere Gespräche fanden mit Verkehrsminister, Vizepräsident Zentralbank, Superintendent für Auslandsinvestitionen und Vizeplanungsminister statt. Daneben auch Kontakte mit Direktorium Unternehmerdachverband, Direktor für internationale Angelegenheiten im MAE und Generalsekretär Sela. So hat im Rahmen von Schweiz HK in Anwesenheit einer Reihe von Gästen Vortrag gehalten, Media zu Gespräch empfangen und Kontakt mit venez. Wirtschaftsvertretern gehabt.
2. SO gab Bewunderung für Anpassungspolitik Venezueals Ausdruck, vor allem verbesserte Handels- und Zahlungsbilanzen, tiefe Inflation (7 %) und Opfer seitens Bevölkerung. Bezeichnete Bankenumschuldung als erfolgreichen ersten Schritt zur Vertrauensbildung Diversifizierung venez. Wirtschaft in Form von Imports substitution, aber auch zur Förderung von Nicht-Ölexporten sind Schritte auf dem Weg einer Flexibilisierung der Wirtschaftspolitik. Erleichterungen in der Anwendung des Entscheids 24 des Andenpakts waren unumgänglich, haben aber gewisse psycholog. Hindernisse zur stärkeren Stellung von Auslandsinvestitionen, wo sie opportun scheinen, noch nicht ganz beseitigt. Stärkung Rolle Privatwirtschaft und Liberalisierung der Importpolitik sofern möglich sind unersetzlich, um Venezuelas neuer Wirtschaftspolitik zum Erfolg zu verhelfen.

SO warnte vor Tendenzen zum Bilateralismus im Aussenhandel und gab Hoffnung Ausdruck, dass Venezuela Annäherung zum GATT weiter vorantreibe. erinnerte an Offenheit des Schweizer Marktes, wo Venezuela gleiche Präferenzen wie alle EL genießt, ist hingegen erstaunt, dass Seitens Venezuelas davon wenig Gebrauch gemacht wird.

Auf venezolanischer Seite wurde Wille bekundet, gegenwärtige Wirtschaftspolitik weiterzuführen, man warnte aber vor allzu harten Bedingungen seitens der Gläubiger, welche grosse soziale Spannungen bei hoher Arbeitslosigkeit schaffen könnten. Prioritäten Wirtschaftspolitik gehen in Richtung Diversifizierung und Wegkommen von Oelabhängigkeit (65 % von BSP) auf längere Frist, Prioritäten liegen in Förderung Landwirtschaft und Konsumgüterindustrie. Rolle des Auslandkapitals und Know Hows wurde durch kürzliche Aenderung Regeln im Rahmen des Entscheids 24 unterstrichen. Weitere Bemühungen in die Richtung dürften bald unternommen werden:  
4. November 1985 findet in Lima Sitzung Andenpakt zu diesem Thema statt.

SO gab im Gespräch u.a. mit Verkehrsminister Hoffnung auf baldige Ratifizierung Luftliniendoppelbesteuerungsabkommen und Aushandlung Luftverkehrsabkommen Ausdruck und schlug Expertentreffen vor, was grundsätzlich akzeptiert wurde. Kontakte im MAE boten u.a. Gelegenheit um venezolanische Unterstützung für Kandidatur Hocké zu ersuchen, sofern sich ein Kompromiss auf seine Person abzeichnen sollte.

## Visite au Costa Rica du Secrétaire d'Etat Sommaruga

Ouvrant ce que le Président Monge a appelé "un chapitre nouveau dans l'histoire des relations entre nos deux pays", la visite du Secrétaire d'Etat a eu une double résonance, à la fois politique et économique. Le Chef de l'Etat lui a exposé l'importance d'un développement économique stable pour la préservation de la démocratie, fleur fragile et menacée en Amérique centrale. "En renforçant votre coopération économique avec le Costa Rica, vous nous aidez à consolider notre système social, notre démocratie et vous oeuvrez donc pour la paix". Tous les interlocuteurs du SE Sommaruga ont été d'accord avec lui: le pays doit diversifier son économie et s'orienter vers l'exportation de produits non traditionnels (agroindustrie, industrie légère, artisanat, etc.) sur des marchés nouveaux, allant au-delà de l'Amérique centrale, le Caraïbes et les USA. La nécessité de libéraliser encore les prescriptions en matière d'investissements et de commerce a été soulignée par le Ministre en exercice de l'économie, Herrera A., qui a été l'hôte du Secrétaire d'Etat, par le Ministre en exercice des exportations, Vargas, de même que par le Vice-Ministre du trésor, Gutierrez. Les deux candidats à la présidence ont également admis la nécessité d'une réduction de la part de l'Etat dans l'orientation de l'économie, avec toutefois d'importantes nuances, comme il se doit. La neutralité a aussi été analysée de manière très différente par les deux candidats. La diminution des charges fiscales est également envisagée comme stimulant aux exportations. Le gouvernement actuel (social démocrate) et son candidat à la présidence (O. Arias) vont cependant moins loin que le candidat de l'opposition chrétienne sociale, R. Calderon, partisan d'un démantèlement graduel des interventions de l'Etat. Favoriser la croissance est également un objectif désirable dans l'optique du service de la lourde dette publique. Le Secrétaire d'Etat a souligné encore auprès de tous ses partenaires que le marché suisse leur était très largement ouvert et que le Costa Rica devait faire un meilleur usage des facilités existantes telles que l'accord de protection et promotion des investissements et le SGP.

Le Secrétaire d'Etat s'est fait exposer l'importance du nouveau tarif extérieur commun que les pays d'Amérique centrale sont à la veille d'introduire entre eux et qui modernisera aussi les procédures de la douane en général (adoption de la nomenclature de Bruxelles).

Le Secrétaire d'Etat a rencontré les hommes d'affaires suisses établis au CR qui lui ont dépeint le potentiel du pays une fois levés les obstacles bureaucratiques et surtout politiques qui entravent son développement et limitent la confiance de l'étranger. Le problème politique a été approfondi lors d'une entrevue avec le Ministre des affaires étrangères, qui a fait le point de l'état des négociations de Contadora et qui a souligné les risques politiques, pour les régimes maintenant démocratiques d'Amérique latine, qui souffrent de l'endettement et des mesures d'austérité imposées par le FMI.

Sur ce dernier point, le Secrétaire d'Etat a indiqué aux responsables du trésor l'importance que la Suisse attache par principe au règlement prompt et exact des créances échues, tout en notant qu'actuellement il n'existe pas de dettes en suspens, à la suite du remboursement effectué par la banque centrale aux maisons suisses intéressées peu de jours avant son arrivée au Costa Rica.

La visite s'est achevée par une conférence du Secrétaire d'Etat prononcée sous les auspices de l'Union costaricienne des chambres et associations de l'entreprise privée sous le titre "Which way out for protectionism and foreign debt? A swiss view on international economic co-operation" et dans laquelle le SE a repris les thèses sur l'allègement du problème de la dette grâce à la libéralisation du commerce, qu'il avait développées auprès des principales autorités du pays.

Pianca.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 10. Oktober 1985

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - <sup>NS</sup> BIC/smInterne VerteilerlisteBetrifft:

Wochentelex 42/85

VERTRAULICH

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Lorétan	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter Herr Wyss	RR WS
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz Herr Faivet	FA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Fetscherin Herr Faessler Herr de Dardel	PIA FN FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Wipfli Herr Boillat Herr Strauch	WIP BA STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler Kanzlei	GH Ei 101
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Uhl Minister Staehelin	MF UL ?
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

./.

- 2 -

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Indermühle Herr Baumgartner Herr Ruf Herr Bodenmüller	WER IND BAG RG BOD
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals		
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Killias	KC
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr	
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralto	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève  
35 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,  
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den

14. Oktober 1985

Informations- und Pressedienst

Sa 15. Okt. 85 15

1.A.22.14.7.3. - BIC/sm

NS

V E R S A N D L I S T E

Betrifft:

Wochentelex 42/85

VERTRAULICH

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Dublin	New York / UNO
Abu Dhabi	Guatemala	Oslo
Addis Abeba	Hanoi	Ottawa
Akkra	Harare	Panama
Algier	Havanna	Panmunjom
Amman	Helsinki	Paris
Ankara	Islamabad	Paris / OECD
Asuncion	Jakarta	Paris / UNESCO
Athen	Kairo	Prag
Bagdad	Khartoum	Pretoria
Bangkok	Kigali	Quito
Beijing	Kinshasa	Rabat
Beirut	Kopenhagen	Riad
Belgrad	Kuala Lumpur	Rom
Berlin DDR	Kuwait	San José
Bogota	Lagos	Santiago de Chile
Bonn	La Paz	Singapur
Brasilia	Lima	Sofia
Brüssel	Lissabon	Stockholm
Brüssel / Mission	London	Strassburg / Europarat
Budapest	Luanda	Söul
Buenos Aires	Luxembourg	Tananarive
Bukarest	Madrid	Teheran + Fremde Inter.
Canberra	Manila	Tel-Aviv
Caracas	Maputo	Tokio
Colombo	Mexico	Tripolis
Conakry	Monrovia	Tunis
Dakar	Montevideo	Warschau
Damaskus	Moskau	Washington
Dar es Salaam	Nairobi	Wellington
Den Haag	New Delhi	Wien
Dhaka		Yaoundé

GENERALKONSULATE:

Hong Kong  
Mailand  
München  
New York  
Frankfurt

Genf / IO  
97 Vertretungen  
+ 5 Generalkonsulate  
-----  
102 total  
=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Informations- und Pressedienst

Bern, den

14. Oktober 1985  
VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. -

~~BIC/sm~~  
NST E L E G R A M M (CH)**Wochentelex 42/85**

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- |                       |                       |                               |
|-----------------------|-----------------------|-------------------------------|
| - Ankara              |                       | - Peking                      |
| - Bagdad              | - Lissabon            | - Prag                        |
| - Bangkok             | - London              | - Pretoria                    |
| - Brasilia            | - Luxemburg           | - Rabat                       |
| - Brüssel             | - Madrid              | - Riad                        |
| (Botschaft + Mission) | - Mexiko              | - Rom                         |
| - <del>Budapest</del> | - Moskau              | - Santiago                    |
| - Buenos Aires        | - Nairobi             | - Stockholm                   |
| - Canberra            | - New Delhi           | - <del>Strasbourg Repr.</del> |
| - Caracas             | - New York/Swissobser | - Teheran                     |
| - Dar es Salaam       | - Ottawa              | - Tel Aviv                    |
| - Den Haag            | - Oslo                | - Tokio                       |
| - Dublin              | - Paris (auch OECD)   | - Warschau                    |
| - Helsinki            |                       | - Washington                  |
| - Jakarta             |                       | - Wien                        |
| - Kairo               |                       |                               |

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.